

L'impact des nouvelles routes de la soie sur la gouvernance économique dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord

The impact of the New Silk Roads on economic governance in the Middle East and North Africa region

Inass BOUBEKRI, (Doctorante en sciences économiques et sociales)

Laboratoire « Gouvernance de l'Afrique et du Moyen Orient GAMO »

Université Mohamed V Rabat, Maroc

Mohamed HAKAKAT, (Enseignant-Chercheur)

Université Mohamed V Rabat, Maroc

Adresse de correspondance :	Faculté ou école de commerce Adresse de l'établissement : Rabat Al Irfane Non de l'université : Université Mohamed V Rabat Pays (ville) : Rabat Code postal : 10000
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	BOUBEKRI, I., & HAKAKAT, M. (2022). L'impact des nouvelles routes de la soie sur la gouvernance économique dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(4-3), 655-672. https://doi.org/10.5281/zenodo.6984799
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: June 15, 2022

Published online: August 14, 2022

L'impact des nouvelles routes de la soie sur la gouvernance économique dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord

Résumé

La force de l'économie chinoise a été historiquement liée à son ouverture et à ses liens avec le reste du monde. Pendant quinze siècles, l'ancienne route de la soie a fourni un réseau de routes et de voies maritimes pour le commerce des marchandises et le transfert des connaissances avec l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. L'initiative « route de la soie » est une tentative de reconstruction d'une route de la soie moderne afin, entre autres raisons, de réduire les coûts de transport des marchandises échangées. L'objectif de cet article est de fournir un panorama du commerce international de la Chine avec la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et d'étudier la sensibilité des flux commerciaux bilatéraux entre les pays situés le long de la Ceinture et de la Route à la distance, aux masses économiques et démographiques, ainsi qu'à d'autres variables de proximité culturelle et politique afin d'étudier l'impact des nouvelles routes de la soie. Pour ce faire, nous utilisons un modèle de gravité, afin d'analyser les flux commerciaux de la Chine par rapport aux pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à ceux prévus par le modèle. Cependant, nous avons adopté la méthode de régression de panel afin d'analyser la relation qui peut exister entre la gouvernance économique et les nouvelles routes de la soie. Par conséquent, nous avons constaté que les nouvelles routes de la soie n'exercent qu'un faible effet sur la gouvernance des pays.

Mots clés : Route de la soie, Chine, gouvernance économique, commerce international, Moyen-Orient et Afrique du Nord

Classification JEL : F14

Type de l'article : Recherche appliquée,

Abstract

The strength of China's economy has historically been linked to its openness and connections with the rest of the world. For fifteen centuries, the ancient Silk Road provided a network of roads and sea lanes for the trade of goods and the transfer of knowledge in Europe, the Middle East and Africa. The Silk Road Initiative is an attempt to reconstruct a modern Silk Road in order to, among other reasons, reduce the transportation costs of traded goods. The objective of this paper is to provide an overview of China's international trade with the Middle East and North Africa region and to study the sensitivity of bilateral trade flows between countries along the Belt and Road to distance, economic and demographic masses, and other variables of cultural and political proximity in order to investigate the impact of the new Silk Roads. To do so, we use a gravity model to analyze China's trade flows in relation to countries in the Middle East and North Africa region to those predicted by the model. However, we adopted the panel regression method to analyze the relationship that may exist between economic governance and the New Silk Roads. As a result, we found that the New Silk Roads have only a small effect on country governance.

Keywords: Silk Road, China, economic governance, international trade, Middle East and North Africa

JEL Classification: F14

Paper type: Empirical research

1. Introduction

Le rôle émergent de la République populaire de Chine dans la gouvernance mondiale au 21^{ème} siècle est devenu de plus en plus important avec la tentaculaire initiative « *la Ceinture et la Route* » qui s'impose comme un nouveau modèle d'ordre économique mondial. La ceinture économique englobe un large éventail de projets d'infrastructure visant à améliorer la circulation des biens, de la main-d'œuvre, des capitaux et de l'énergie entre la Chine et des pays de Moyen-Orient et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Ces projets d'infrastructure ont potentiellement un impact local et régional important et peuvent, dans l'ensemble, faciliter les chaînes de valeur dépendant de la Chine.

Dans le cadre de ce processus, la Chine a construit, parallèlement à ses projets d'infrastructure traditionnels, des compléments numériques regroupés sous le nom de « Route de la soie » afin d'assurer la connectivité en termes de communication internationale et de flux de données. Cette infrastructure complète la Ceinture économique de la Route de la soie terrestre en imposant leur impact sur la gouvernance économique en 21^{ème} siècle, qui assure la connectivité en fournissant une capacité de transport accrue pour les biens matériels entre les pays du monde.

Si l'idée d'un gouvernement mondial a perdu de son attrait, la notion de gouvernance mondiale a gagné en importance ces dernières années. Le développement de l'économie chinoise a eu d'énormes répercussions sur la façon dont le monde est gouverné. En raison de la taille du pays, ses activités débordent inévitablement de ses frontières. En ce sens, l'ascension de la Chine en tant que puissance commerciale a commencé à remodeler les règles et les pratiques du commerce mondial, et sa croissance rapide en matière de consommation d'énergie et de produits de base a eu un impact sur les prix et l'accès à ces ressources (Guilhot, 2015). De même, l'aggravation de la pollution et de la dégradation écologique en Chine a eu un impact profond sur l'environnement mondial. Au-delà de ces effets involontaires du développement économique de la Chine, il est évident que le gouvernement chinois a joué un rôle actif dans un certain nombre de domaines politiques pour défendre l'intérêt national croissant et renforcer son influence dans le monde (Wang & Rosenau, 2009).

Plus que toute autre organisation internationale, les analystes chinois considèrent l'ONU comme le centre de la gouvernance mondiale. Les dirigeants chinois insistent sur le fait qu'il est crucial de sauvegarder le multilatéralisme et les institutions établies après la Seconde Guerre mondiale. Pour la Chine, l'ONU est le symbole de l'ordre international et il est donc important de maintenir son autorité et de lui permettre de jouer un rôle important dans la gouvernance mondiale (Guilhot, 2015). De même, l'idée de préserver la paix du système international est étroitement liée à l'intérêt national de la Chine.

En ce sens, la Chine prône un ordre international pluraliste, où l'objectif fondamental de l'ONU en tant que pierre angulaire de la gouvernance mondiale est de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale des États membres (Guilhot, 2015). Cela n'est pas surprenant compte tenu de la longue histoire et de la nature universelle des Nations unies et de la position privilégiée de la Chine au sein du Conseil de sécurité des Nations unies depuis que la République populaire a obtenu son siège en 1971.

Les analystes chinois soutiennent que l'ONU joue un rôle unique dans la construction d'un nouvel ordre politique et économique international, un rôle qu'aucun autre acteur ne pourrait jouer, même si l'ONU elle-même a besoin d'être réformée. Les réformes de l'ONU devraient inclure l'amélioration de son autorité et de son efficacité, l'élargissement de ses fonctions au-delà de celles strictement liées aux questions de sécurité traditionnelles, comme le fait de ne pas lier l'aide aux conditions politiques, le renforcement de la régulation des flux de capitaux internationaux et l'élargissement de la participation des pays en développement à la prise de décision. Pour certains chercheurs, la conséquence immédiate de l'essor de la Chine au XXI^e

siècle aura été d'ébranler l'idée que seul le modèle occidental de démocratie libérale peut être le garant de la paix et du développement. Nous sommes d'accord avec Bader (2016) pour dire que les nouvelles idées de l'ère Xi reflètent des changements spectaculaires dans la place de la Chine dans le système international, sa puissance économique, politique et militaire, et l'attente de la RPC que le système international s'adapte à cette Chine « transformée ». En outre, la Chine a poursuivi ses propres initiatives, notamment l'initiative « *Belt and Road* » et la « *Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures* », qui peuvent également être considérées comme des institutions multilatérales alternatives (Blanchard, 2018; I. T.-y. Chen, 2020; Z. Chen & Liu, 2018; Wang, 2019; Zhao, 2019). Parallèlement à ces initiatives récentes, la diplomatie de forum régional de la Chine via par exemple le Forum sur la coopération sino-africaine et le forum de Macao peut être considérée comme posant les bases d'un ordre international parallèle (Alden & Alves, 2017).

Dans ce cadre, nous traitons la problématique suivante, « ***Dans quelle mesure, les nouvelles routes de la soie peuvent-elles impacter la gouvernance économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord?*** »

Pour y répondre, nous proposons le plan suivant, de prime abord, nous exposons le cadre théorique de la gouvernance économique et sa relation avec les routes de soie, deuxièmement, nous présenterons, la méthodologie de travail en présentant les variables détenues dans le modèle, et enfin, nous présenterons les résultats de notre modèle empirique à l'aide des données de panel.

2. Revue de littérature et développement des hypothèses :

2.1. Contexte

Dans une perspective institutionnelle, le concept de gouvernance a connu sa genèse en prenant la forme d'une gouvernance institutionnelle dans la relation entre le gouvernement et les institutions. D'autre part, la typologie de la gouvernance s'avère à plusieurs autres types : gouvernance d'entreprise, gouvernance économique, gouvernance institutionnelle, bonne gouvernance, etc. En effet, Oliver E. Williamson est l'un des principaux représentants de l'école de la nouvelle économie institutionnelle, aux côtés d'autres auteurs célèbres tels que Ronald Coase, Douglass North et Elinor Ostrom. Williamson a étudié les alternatives dont disposent les agents économiques pour organiser leurs échanges, qui vont dépendre des coûts de transaction qu'ils supportent, ainsi que de certains facteurs et éléments qui seront traités plus loin.

La théorie de coût de transaction selon Williamson (1993) indique que les coûts de transaction, l'unité de base de son analyse étant la transaction elle-même, qui se produit « *lorsqu'un bien ou un service est transféré à travers une phase technologiquement séparable* ». Ce faisant, il suit les contributions de (R. H. Coase, 1994), qui les définit dans « *The Nature of the Firm* » comme « *le coût d'utilisation du mécanisme des prix* », c'est-à-dire « *les coûts de négociation et de conclusion d'un contrat distinct pour chaque échange qui a lieu sur le marché* ». Il s'agit donc de coûts autres que les coûts de production supportée par les organisations. Ces coûts sont ce qui explique l'apparition d'alternatives au marché lors de la réalisation d'échanges économiques, et Ronald Coase a souligné dans le texte précité qu'ils sont la cause de l'existence des organisations.

Toutefois, Williamson distingue les coûts de transaction ex ante et ex post, les premiers étant ceux encourus lors de la préparation et de la négociation des accords, ainsi que lors de l'établissement de leurs garanties, et les seconds ceux qui surviennent lors de l'exécution et de la réalisation du contrat. Comme le souligne R. Coase (2006), ce terme peut être appliqué à trois « *sphères* » distinctes, à savoir le marché, les affaires et la politique. D'ailleurs, la gouvernance économique mondiale est encadrée par l'ensemble des organisations

internationales qui représentent des acteurs importants dans les épisodes critiques de la politique internationale, avec un pouvoir de médiation, de résolution des conflits, de maintien de la paix, d'application de sanctions et autres. Elles contribuent également à la gestion de divers domaines clés de préoccupation internationale, de la politique de santé mondiale aux politiques monétaires dans le monde (Abbott & Snidal, 1998).

En bref, les changements et les défis de l'actuelle gouvernance économique mondiale sont extrêmement divers et évoluent rapidement sur la scène internationale. Le défi des organisations internationales et de leur rôle dans l'économie mondiale reste au cœur de l'approche de la gouvernance économique mondiale, bien qu'elle ait semblé utopique au départ et considérée comme trop ambitieuse dans la redéfinition du système international.

Sur la base de la conceptualisation présentée ci-dessus, nous revenons sur la caractérisation de la notion de gouvernance mondiale afin de détailler l'approche que nous adoptons dans cet article. Tout d'abord, le concept met en évidence l'échelle mondiale de nombreux problèmes urgents tels que l'interdépendance économique, les migrations, les crises financières, le trafic de drogue, la dégradation de l'environnement et les pandémies mondiales. Deuxièmement, il souligne que, si les gouvernements continuent de jouer un rôle important, les entités non étatiques sont devenues des acteurs importants pour formuler des demandes politiques, fixer des objectifs, émettre des directives et mettre en œuvre des politiques, façonnant ainsi la logique dans laquelle le monde est gouverné. Troisièmement, il présuppose la validité d'un ensemble de normes ancrées dans l'expérience occidentale, telles que la concurrence sur le marché, les droits de l'homme, la démocratie, la transparence, la responsabilité et l'État de droit (Guilhot, 2015).

Bien que le concept de gouvernance mondiale soit relativement nouveau et qu'il ait été développé par des théoriciens occidentaux principalement anglophones, la question de la gouvernance mondiale est devenue une priorité de la politique étrangère chinoise depuis la première décennie du 21^e siècle. Pour Shield (2013), il est possible de visualiser trois images qui révèlent les perceptions de la Chine en matière de gouvernance mondiale. Le premier concerne la structure du système international, considéré comme « *inégal, non démocratique et donc injuste* ». Deuxièmement, la gouvernance économique mondiale est toujours subordonnée aux préoccupations nationales et l'engagement de la Chine à son égard sera donc toujours « *fondé sur un calcul de l'intérêt national* ». Et troisièmement, toute gouvernance mondiale doit être fondée sur « *l'importance de la réalisation d'un système international démocratique d'États souverains* ».

L'influence des idées de son prédécesseur, Hu Jintao, dans la construction des idées du « *rêve chinois* » et de la « *communauté de destin commun* » est claire à cet égard. En ce sens, la Chine reconnaît l'importance du système international pour un environnement stable et prospère et cherche à réaligner le système de manière responsable sur ses intérêts et ceux des nouveaux acteurs. La Chine accepte même d'être désignée comme une partie prenante responsable (Zoellick, 2005), mais veut aller plus loin et participer au processus de décision. Comme le souligne Zoellick (2005), la Chine ne croit pas que son avenir dépend d'une refonte totale de la gouvernance mondiale ; au contraire, les dirigeants chinois ont déclaré que leur succès dépend de leur connexion au monde moderne.

En effet, le président de la République populaire de Chine Xi Jinping a annoncé à Astana, au Kazakhstan, le lancement du projet connu par la nouvelle route de la soie (NRS) en 2013. Elle représente un projet géopolitique visant à interconnecter l'Europe, l'Asie et l'Afrique en reprenant l'ancienne route de la soie qui a débuté dans la ville de Chang'an (l'actuelle Xi'an). Elle a été formulée comme une proposition de construction conjointe de la Ceinture économique de la Route de la Soie et de la Route de la Soie maritime du 21^e siècle et est connue sous le nom de « *Belt and Road* ».

Selon le Bureau du groupe dirigeant pour la promotion de la construction de « la Ceinture et la Route » « c'est un projet chinois fondé sur le maintien d'un système économique mondial de type ouvert et la réalisation d'un développement diversifié, indépendant, équilibré et durable ; c'est aussi une proposition chinoise visant à approfondir la coopération régionale, à renforcer les échanges et l'apprentissage mutuel entre les civilisations et à maintenir la paix et la stabilité dans le monde pour promouvoir le développement impartial, équitable et raisonnable du système de gouvernance économique mondial ».

Selon Larkin (2015), les infrastructures à développer sont financées par la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et visent à fournir des infrastructures et des investissements, en utilisant les réserves concentrées dans la zone et en résolvant ainsi les besoins en installations et en connectivité tels que les routes, les aéroports, les ports, les trains, les lignes, les oléoducs, les gazoducs, les parcs industriels, le haut débit, les zones économiques spéciales, entre autres.

La gouvernance économique en termes de la nouvelle route de la soie implique une coopération économique et commerciale, qui montre les éléments les plus innovants de la participation de la Chine à la gouvernance commerciale mondiale. Cette relation entre la gouvernance économique et la route de la soie implique la mise en œuvre du concept de « diplomatie économique », selon lequel la politique et l'économie interagissent dans les relations commerciales extérieures de la Chine. Ils vont du tourisme au développement urbain, en passant par les technologies de l'information et de la communication et la protection de l'environnement. Dans certains cas, ces politiques de coopération sont plus pertinentes que dans d'autres, et tendent à refléter le type de lien que Pékin envisage avec son homologue. Dans le cas des accords ASEAN-Pakistan, la coopération ne fait pas partie intégrante des accords commerciaux.

2.2. Développent des hypothèses

Les études consacrées à l'évaluation de l'impact de la route de la soie sur la gouvernance et la diplomatie économiques sont basées sur plusieurs variables et hypothèses. Les études seront présentées dans le tableau ci-après. Premièrement, elles analysent l'impact de la route de la soie sur l'intégration économique régionale, deuxièmement, elles étudient la relation entre l'infrastructure, l'investissement de transport, la croissance économique dans le modèle de la nouvelle route de la soie, en outre, il traite l'importance de la nouvelle route de la soie sur la nouvelle croissance économique et sur l'économie géographique.

Tableau 1 : État des lieux de la littérature empirique et formulation des hypothèses

Variable	Étude et référence	Méthodologie	Hypothèses
Investissement Infrastructure de transport PIB par habitant	L'étude analyse la relation entre l'investissement dans les infrastructures de transport et la croissance économique, dans les cinq provinces le long du côté ouest de la ceinture économique de la « Nouvelle route de la soie » à partir de 1986 à 2013 (Jianjun, Zhengbing, & Yinke, 2015)	La théorie de la co-intégration de l'économétrie qui a mené une analyse empirique. Il s'est basé sur des données de panel de cinq provinces occidentales.	Les nouvelles routes de la soie impactent positivement les infrastructures de transport

Gouvernance Croissance économique Infrastructure de transport	L'étude analyse les effets des facteurs multidimensionnels sur la croissance économique et explore des contre-mesures pour promouvoir le développement économique soutenu et rapide de la ceinture économique des transports de la « nouvelle route de la soie » (Zhongmin Li, Yuhong Liu, & Qiang Zhang, 2011)	Il calcule l'intégration de la chaîne de valeur mondiale de 38 pays le long de la « la nouvelle route de la soie » sur la base des données et sur le commerce des produits intermédiaires selon la classification BEC de la base de données COMTRADE des Nations Unies, et utilise le modèle de données de panel à empiriquement.	La gouvernance économique et son intégration dans la chaîne de valeur mondiale peuvent avoir un rôle important dans la promotion de la croissance économique des pays le long de la « ceinture économique de la route de la soie ».
Exportation Infrastructure Croissance économique	Il analyse les effets des facteurs multidimensionnels sur la croissance économique et explore des contre-mesures pour promouvoir le développement économique soutenu et rapide de la ceinture économique des transports de la « nouvelle route de la soie » (Zhongmin Li, Yuhong Liu, & Q Zhang, 2011)	Il utilise le modèle de gravité stochastique de la frontière pour étudier le potentiel commercial d'exportation de la Chine vers les pays le long de la route et ses facteurs d'influence afin de montrer que l'efficacité du commerce extérieur de la Chine avec les pays le long de la route a augmenté au fil du temps et que le potentiel commercial a considérablement augmenté.	Les exportations peuvent renforcer le potentiel commercial d'exportation de produits agricoles de la Chine vers les pays le long de la route dans son ensemble.

Source : Auteurs

3. Méthodologie de recherche

Les variables retenues dans le cadre de cette analyse sont le taux d'ouverture, l'indice de performance de logistique, indice synthétique de la gouvernance, investissement direct à l'étranger, PIB/habitant et le niveau d'infrastructure. L'approche économétrique étudiée dans cet article résume une explication de modèle avec une justification des choix des données. Le choix des données est dicté par la nature des grandeurs économiques et institutionnelles selon leurs évolutions dans le temps.

3.1. Conceptualisation des variables de l'étude

- *Les nouvelles routes de la soie*

Afin de faire le passage du concept des routes de la soie aux données, nous allons mobiliser le modèle de gravité. Ce dernier est utilisé pour mesurer les effets potentiels des nouvelles routes de la soie. Ce modèle de gravité fait référence au modèle de physique de la loi fondamentale de la gravitation de Newton. En effet, le modèle gravitationnel postule que la force de gravité

existant entre deux entités est propice à leur masse et inversement proportionnelle au carré de la distance séparant les deux entités.

D'une autre part, selon les études présentées ci-dessus, nous proposons un modèle de gravité économique pour étudier l'intensification des échanges entre les pays ainsi que la distance entre les pays en matière des échanges par le biais de la route de la soie.

Le modèle de gravité s'écrit comme suit :

$$Expo = A \frac{Y_i^{\alpha_1} Y_j^{\alpha_2}}{D_{ij}^{\alpha_3}}$$
$$Y = AX+B$$

Où Expo représente le niveau d'exportation du pays i vers j, A est une constante, Y_i est le PIB du pays i, Y_j est le PIB du pays j ; D_{ij} est la distance du pays i vers j.

Pour que nous puissions évaluer les effets des nouvelles routes de la soie, nous utiliserons le modèle de gravité suivant, qui est largement employé dans la littérature pour analyser la relation commerciale entre les pays (Anderson & Van Wincoop, 2003) :

$$\ln(EXPO) = \beta_0 + \beta_1 \ln(PIB_{ct}) + \beta_2 \ln(PIB_{Mt}) + \beta_3 \ln(Dist_{CM})$$

- *Le taux d'ouverture commerciale*

L'ouverture commerciale est un élément clé de la réflexion académique et politique, de nombreuses études empiriques suggèrent l'importance de l'ouverture commerciale dans la croissance économique par le biais de l'hypothèse de croissance tirée par les exportations et de l'hypothèse de croissance tirée par les importations (Adnan Hye & Boubaker, 2011). La littérature théorique indique que l'ouverture joue un rôle essentiel dans le processus de croissance économique des pays. Les récits de croissance économique florissante, des pays d'Asie de l'Est, témoignent de l'importance des politiques d'ouverture commerciale.

- *Le PIB par habitant*

Le produit intérieur brut par habitant est préféré au PIB parce qu'il tient compte de la croissance démographique. Si la croissance de la population croît plus rapidement que le produit intérieur brut, on ne peut conclure que l'économie est en croissance.

- *Les investissements directs étrangers*

Selon la Banque mondiale, les IDE font référence à une forme d'investissement transfrontalier provenant de particuliers ou d'entreprises d'un pays dans une entreprise d'un autre pays Banque mondiale (2018). Les investissements directs étrangers sont susceptibles de stimuler la croissance économique. Les mécanismes mis en évidence par les différents modèles de croissance peuvent être différents, mais l'accent est toujours mis sur l'importance de l'investissement direct étranger dans la croissance économique des pays.

- *Indice de performance de logistique*

Cet indice mesure la performance logistique des pays en termes d'outils de logistique tels que le transport, caractérisait par la simplicité. On charge un convoi, on transporte la marchandise et on la décharge. Ce mode de fonctionnement s'applique à tous les transferts directs, que ce soit pour des camions ou des barges, dans le cadre d'un transfert ferroviaire (Cheyroux, 2003).

- *Le niveau d'infrastructure*

Ce niveau représente un capital public basé sur des investissements publics émis par l'État (Holtz-Eakin, 1992; Kocherlakota & Yi, 1992). Par la suite, Aschauer (1990) étudie également la relation entre infrastructures et investissement sur données agrégées américaines entre 1953-1986, pour constater un effet d'éviction de l'investissement public sur l'investissement privé. Nazmi and Ramirez (1997) et Flores de Frutos and Pereira (1993) valident globalement les

résultats constatés par Aschauer. D'autres études butent sur des résultats mitigés avec des relations statistiques non significatives (Easterly & Rebelo, 1993; Serven & Solimano, 1992).

- *L'indice synthétique de gouvernance*

Le calcul de l'indice synthétique de gouvernance est présenté suite au travail de AZENG (2008) et selon une grande matrice qui nous servira de base de données nécessaire au calcul des scores factoriels de la série de données. Les résultats obtenus grâce à l'ACP permettent par la suite de construire l'indice de gouvernance. Cet indice est obtenu par la combinaison linéaire des six composantes principales qui expliquent la totalité de l'inertie totale de la gouvernance. En particulier, chaque composante est pondérée par son pourcentage de variabilité expliquée, ce qui confère à la première composante principale un poids plus élevé que la deuxième composante qui, elle-même, a un poids plus élevé que celui de la troisième composante. L'indice synthétique représente les scores factoriels de chaque pays et englobe l'ensemble des indicateurs de gouvernance. Le score d'un pays sur une composante est alors sa position sur le nouvel axe défini par sa composante.

3.2. Échantillon ou terrain de l'étude et description

Les données utilisées proviennent de la base de données de la Banque mondiale (BM) et le Fond Monétaire International (FMI), qui recueillent les informations les plus conséquentes sur un échantillon temporel de 8 ans dans 13 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du nord entre 2002 et 2020. Ces informations, qui sont essentiellement d'ordre financier, sont parfois incomplètes. Pour cette raison, nous ajoutons des données provenant d'autres sources : Le Centre d'Études prospectives et d'informations internationales (CEPII), Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE). Nous avons sélectionné finalement notre échantillon ayant les plus hauts niveaux de transparence informationnelle par rapport aux données utilisées.

Notre échantillon est composé de 13 pays appartenant à la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Arabie Saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats arabes Unis, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Oman, Qatar, Tunisie) avec des données sur la période 2002-2020. La période d'étude est limitée par la disponibilité des données sur l'indicateur de la performance logistique. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord est la région qui enregistre le faible indice de la gouvernance selon l'indice synthétique de la gouvernance.

Tableau 1: Échantillon de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

	Pays
1	Algérie
2	Arabie saoudite
3	Bahreïn
4	Égypte
5	Émirats arabes unis
6	Iran
7	Israël
8	Jordanie
9	Koweït
10	Maroc
11	Oman
12	Qatar
13	Tunisie

Source : Élaboré par nous même

3.3. Analyse

Les tableaux suivants présentent les statistiques descriptives des variables retenues dans notre étude. Nous remarquons que les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord nous permettent d'obtenir un nombre total d'observations qui atteint 169 pour une période de 2007-2019, mais seuls les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord dont les données sont disponibles ont été choisis dans cette analyse.

En se basant sur la littérature empirique, la base de données de la banque mondiale nous a paru adéquate pour expliquer et analyser les déterminants de la gouvernance économique sur la route de la soie. L'approche empirique est fondée sur l'explication de l'impact des variables.

Tableau 2: Dimension de l'indice de la gouvernance

	N	Minimum	Maximum	Moyenne		Ecart type	Variance
Pays	169	1,0	13,0	7,000	,2887	3,7528	14,083
Corruption	169	-1,047	1,567	,09119	,046567	,605377	,366
Qualité de réglementation	169	-,878	1,509	,19291	,046405	,603269	,364
Stabilité politique	169	-1,707	1,224	-,35429	,061152	,794975	,632
Efficacité de l'action publique	169	-1,720	1,317	,02935	,057787	,751225	,564
Voix citoyenne	169	-1,056	1,162	,13608	,043686	,567923	,323
Etat de droit	169	-1,907	,787	-,88369	,047530	,617896	,382
N valide (listwise)	169						

Source : Auteurs

Nous présentons ici la grande matrice qui nous servira de base de données nécessaire au calcul des scores factoriels des pays de notre échantillon. Les résultats obtenus grâce à l'ACP nous permettront par la suite de construire notre indice de gouvernance.

Kaufmann, Kraay, and Mastruzzi (2007) ne commencent à fournir des données mondiales sur la gouvernance qu'à partir de 2007. Notre analyse portera uniquement sur l'indice synthétique de la gouvernance, à savoir la période 2007-2020. Nous avons calculé les moyennes sur cette période pour chacun des six indicateurs de gouvernance pour les treize pays de l'échantillon de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Nous obtenons le tableau :

Tableau 3: Matrice des composantes principales

Pays	pc1	pc2	gouv
Algérie	-1,539	-0,103	-1,232
Arabie saoudite	0,026	-1,457	-0,292
Bahreïn	0,817	-0,508	0,533
Égypte	-0,794	-0,472	-0,725
Émirats arabes unis	0,969	-0,196	0,720
Iran	-1,996	-1,005	-1,784
Israël	1,584	2,526	1,786
Jordanie	0,175	0,221	0,185
Koweït	-0,002	0,462	0,097
Maroc	-0,256	0,328	-0,131
Oman	0,608	-0,293	0,415
Qatar	0,782	-0,336	0,543
Tunisie	-0,373	0,834	-0,115

Source : Établis par nous même à partir de logiciel Stata

L'indice synthétique de la gouvernance représente les scores factoriels de chaque pays et englobe l'ensemble des indicateurs de gouvernance. Le score d'un pays sur une composante est alors sa position sur le nouvel axe défini par sa composante. Après avoir calculé cet indice, nous pouvons rechercher le lien avec la gouvernance économique et les autres variables dépendantes. Le test de Kurtosis indique que la distribution est plutôt pointue. À l'opposé, un kurtosis proche de zéro indique une distribution relativement aplatie pour une même variance, le test de la Kurtosis des variables du modèle est loin de zéro, donc la valeur de PIB de la Chine, indice de la performance logistique est inférieur de 3 ce qui indique une distribution platikurtique, pour les autres variables sont supérieur à la valeur de 3 donc une distribution mesokurtique.

Le test de Jarque et Bera indique la normalité des variables testées par probabilité rapportée qu'une statistique de Jarque-Bera dépasse la valeur observée sous l'hypothèse nulle (une petite valeur de probabilité conduit au rejet de l'hypothèse nulle d'une distribution normale).

Le coefficient de corrélation représente la statistique de corrélation la plus couramment utilisée, car elle s'applique à des données quantitatives continues. Il a une valeur comprise entre -1 et 1 et mesure le degré de corrélation linéaire entre deux variables. La valeur p du coefficient de corrélation calculé permet de tester l'hypothèse nulle selon laquelle la corrélation entre les variables n'est pas significativement différente de zéro. Il faut cependant procéder avec prudence, car si l'indépendance entre deux variables implique que le coefficient de corrélation entre les variables est nul, l'inverse est également vrai : il peut y avoir une corrélation entre deux variables proches de zéro parce que la relation n'est pas linéaire ou parce qu'elle est complexe et nécessite l'inclusion d'autres variables.

Pour évaluer l'impact des nouvelles routes de la soie sur l'intégration économique régionale, nous estimons un modèle inspiré de l'équation de gravité augmentée en présentant 6 variables explicatives et 5 variables de contrôle.

Le modèle sera estimé avec différentes variables dépendantes pour tester nos hypothèses de manière multiple. Nous vérifions l'hétérogénéité de la dynamique interne des variables pour déterminer la méthode adéquate d'estimation. Les spécifications du modèle sont données par l'équations (1.1)

Nous allons estimer les effets de différentes variables issues de nos hypothèses sur la gouvernance économique des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord:

$Gouv_{it}$

$$\begin{aligned} &= \beta_0 + \beta_1 \ln(PIB_HP_{it}) + \beta_2 \ln(PIB_HC_{it}) + \beta_3 \ln(Dist_{it}) + \beta_4 \ln(TO_{it}) \\ &+ \beta_5 \ln(IDE_{it}) + \beta_6 \ln(Infra_{it}) + \beta_7 IPL_{it} + \beta_8 \ln(\Delta Pop_C_{it}) + \beta_9 \ln(\Delta Pop_P_{it}) \\ &+ \beta_{10} \ln(FBCF_{it}) + \beta_{11} \ln(EDU_II_{it}) \\ &+ \varepsilon_{it} \end{aligned}$$

(Erreur ! Il n'y a pas de texte répondant à ce style dans ce document)

Par rapport aux données qui prennent les formes de séries temporelles ou coupes transversales, les données de panel peuvent utiliser deux sources de la variabilité dans les informations statistiques : la dimension intra-individuelle ou temporelle et la dimension inter- ou interindividuelle. Un plus grand nombre d'observations garantit une plus grande précision des estimations, il permet d'élargir le champ et le contexte d'étude ainsi en étudiant des observations transversales répétées, les données de panel sont mieux adaptées à l'étude de la dynamique du changement dans les économies et les comportements des individus tout en permettant aussi d'éviter les problèmes de multi-colinéarité et de stationnarité liés aux séries temporelles (Gujarati & Porter, 2009).

Malgré leurs avantages substantiels, les données de panel posent plusieurs problèmes d'estimation et d'inférence. Puisque ces données impliquent à la fois des dimensions transversales et temporelles, les problèmes qui affectent les coupes transversales (par exemple, l'hétéroscédasticité) et les séries chronologiques (par exemple, l'autocorrélation) doivent être abordés. Il existe également d'autres problèmes, comme la corrélation croisée entre les unités

individuelles au même moment. Il existe plusieurs techniques d'estimation permettant de résoudre un ou plusieurs de ces problèmes. Les deux plus importantes sont le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires (Gujarati & Porter, 2009).

Pour procéder à l'estimation économétrique de notre modèle empirique, nous utilisons diverses techniques d'estimation de données de panel. Toutes les méthodes sont appliquées à la fois de manière traditionnelle et en tant qu'estimation de Poisson. Nous proposons des techniques d'estimation à effets aléatoires et à effets fixes.

Dans la littérature empirique, le modèle économétrique de gravité contient de nombreuses variables invariantes ou presque invariantes (fixes) dans le temps. Nous avons prêté une attention particulière au fait que le modèle de gravité ne contient pas seulement des variables variant dans le temps telles que le PIB et les flux commerciaux, mais aussi des variables invariantes dans le temps. Par exemple, dans notre modèle, certaines variables importantes telles que la distance, la population ou l'indice de gouvernance présentent une variation interne très faible dans nos ensembles de données de panel. En appliquant la méthode traditionnelle d'estimation à effets fixes, toutes ces variables seraient omises lors de la régression. Cependant, nous souhaitons déterminer l'influence de ces variables sur la gouvernance. De plus, nous supposons que le pouvoir explicatif de ces variables est élevé.

Pour résoudre ce problème, il convient d'estimer l'équation de gravité en utilisant différentes techniques pour tester l'existence et la nature des effets individuels (fixes ou aléatoires). Selon notre spécification économétrique, nous proposons une régression fictive comme modèle à effets fixes. Cette technique est basée sur l'hypothèse que les effets fixes des pays partenaires peuvent être représentés par un ensemble de variables muettes spécifiques aux pays. Le modèle à effets fixes ne permet pas d'estimer les variables invariantes dans le temps. Cependant, la mise en commun de moindre carrée ordinaire (MCO) et le traitement des effets aléatoires permettent au modèle de contenir les caractéristiques invariantes observées dans le temps. Le test de spécification de Hausman a été utilisé pour vérifier si le modèle à effet fixe ou le modèle à effet aléatoire était approprié. Le test F a été utilisé pour choisir le meilleur modèle parmi les modèles à effets fixes et MCO groupés. Le test LM de Breusch-Pagan est utilisé pour la sélection du modèle approprié entre les MCO regroupés et le modèle à effet aléatoire.

Tout d'abord, le test de Fischer permet de détecter la possibilité de la présence des effets spécifiques (Hypothèse alternative). Alors, pour tester l'efficacité de chaque méthode d'estimation, un test formel pour deux modèles a été utilisé. La méthode de moindre carrée ordinaire est utilisée comme base de référence pour notre comparaison. La valeur significative du test F va à l'encontre de l'hypothèse nulle selon laquelle la méthode de moindre carrée ordinaire est adéquate, en faveur de l'alternative des effets fixes (Gujarati & Porter, 2009).

Les hypothèses nulles et alternatives sont énoncées ci-dessous ;

- H_0 : Absence des effets individuels.
- H_1 : Présence des effets fixes.

Puis, le test de spécification de Hausman permet de choisir entre modèle à effets fixes et Modèle à effet aléatoire, une méthode courante utilisée pour comparer les estimations des coefficients à effets fixes et aléatoires. Pour choisir entre le Modèle à effets fixes et Modèle à effet aléatoire, on a utilisé le test de Hausman.

Les hypothèses nulles et alternatives sont énoncées ci-dessous ;

- H_0 : Présence des effets aléatoires.
- H_1 : Présence des effets fixes.

D'ailleurs, le test LM de Breusch-Pagan permet de choisir entre MCO groupés et modèle à effets fixes. Après l'application du test Fischer et du test de spécification de Hausman, il a été conclu que le modèle à effets aléatoires était approprié au lieu des MCO regroupés et que le modèle à effets aléatoires pouvait être utilisé. Maintenant, pour les variables hétérogènes ou invariantes dans le temps, nous pouvons utiliser à la fois les MCO regroupés et le modèle à

effets aléatoires, mais le modèle le plus approprié pour l'analyse a été déterminé par le test du Multiplicateur Lagrange de Breusch-Pagan. Une valeur significative a montré que le modèle à effets aléatoires était approprié au lieu de la méthode de MCO groupés.

Les hypothèses nulles et alternatives sont énoncées ci-dessous ;

- H_0 : Absence des effets aléatoires (la méthode de MCO groupés efficace).
- H_1 : Présence des effets aléatoires.

4. Résultats et discussions

Nous présentons dans un premier temps les résultats estimés sur l'ensemble de l'échantillon choisi durant toute la période étudiée (2007-2019). Nous présentons dans un premier point les résultats d'estimations du modèle en mettant en relation les différentes variables explicatives précitées avec l'indice de gouvernance des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, avant d'évaluer de la même manière dans un deuxième point les effets sur les flux commerciaux. Nous incluons progressivement les différentes variables dans le modèle en vue de tester la robustesse des résultats obtenus avec les différents composants de l'intégration régionale lorsque des variables supplémentaires sont ajoutées¹.

Les résultats des tests de spécification des effets individuels montrent pour le modèle de gravité simple² – Modèle (1) – ainsi, le test de Fischer (F test= 127.97 et P-value = 0.00) montre qu'ils existent des effets spécifiques. Le test LM de Breusch Pagan montre l'existence de potentiels effets aléatoire. Nous recourons par la suite au test de Hausman pour déterminer le modèle approprié, les résultats (H test= 3.939 et P-value = 0.268) sont en faveur de l'hypothèse nulle selon laquelle le modèle à effets aléatoire est adéquat.

Tableau 5 : Résultats des tests de spécification des effets individuels (Variable expliquée : Gouvernance économique)

Modèle	Test de Fischer		Test LM			Test de Hausman	
	F test value	Prob > F	LM (Chibar2)	Test	Prob Chibar2	> Hausman Test	P-value
(1)	127.97	0.0000	817.79		0.0000	3.939	0.268
(2)	74.43	0.0000	300.90		0.0000	23.043	0.002
(3)	73.58	0.0000	315.77		0.0000	54.074	0.0000

Source : Auteurs

De même, les résultats du test de Fischer pour les autres modèles montrent la présence des effets individuels caractérisant les économies des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, (P-value = 0.00). Le test de Hausman, avec une P-value très faible inférieure au seuil de signification 5%, rejette les hypothèses du modèle à effets aléatoires tout en montrant que même la régression groupée ne fournit pas d'estimations cohérentes des paramètres et que le modèle à effets fixes est approprié pour l'estimation du modèle (2) et (3).

¹ Tout d'abord, nous allons estimer le modèle simple de gravité - (Modèle 1). Puis, nous allons ajouter les autres variables explicatives à savoir ; le taux d'ouverture (TO), les investissements directs étrangers (IDE nets), l'indice d'infrastructure (Infra) et de la performance logistique (IPL). Enfin, nous procédons à l'inclusion de certaines variables de contrôle afin d'améliorer la qualité de notre modèle - (Modèle 3).

² Le modèle de gravité classique se compose des trois variables élémentaires que sont le PIB en tant que revenu national absolu des deux pays et la distance géographique.

Tableau 6 : Résultats des estimations sur les données de panel de 13 pays sur la période 2007-2019 (Variable expliquée : Gouvernance économique)

Variables	(1)	(2)	(3)
PIB_HP	0.834*** (0.219)	1.699*** (4.676)	1.358*** (3.551)
PIB_HC	-0.117 (0.112)	-0.741*** (-3.954)	-0.534*** (-2.796)
Dist	0.204 (0.198)	-1.246*** (-3.202)	-0.368 (-0.843)
TO		0.00235 (0.00636)	-0.702* (-1.771)
IDEnets		2.525** (2.312)	3.007*** (2.816)
Infra		1.277*** (3.727)	1.129*** (3.298)
IPL		-0.0650 (-0.609)	-0.110 (-1.008)
Pop_C			41.75 (1.008)
Pop_P			-4.319*** (-3.726)
FBCF			-0.930** (-2.018)
EDU_II			0.148 (0.354)
Constant	-5.380** (2.622)	-19.17*** (-4.284)	-10.72** (-2.157)
Observations	169	169	169
R-squared	0.6241	0.238	0.324
Number of Country	13	13	13
F test:		6.641	6.320
Prob > F:		7.67e-07	1.77e-08

Standard errors in parentheses *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Source : Auteurs

À l'issue du modèle de régression ayant été transformé en logarithme, les paramètres estimés du PIB peuvent être directement interprétés comme des élasticités. Le PIB absolu du pays exportateur a un impact positif sur le commerce bilatéral, avec une valeur de 0.834 (1.699 dans le modèle (1)), tant dans le modèle (2) que dans le modèle (1) avec une probabilité d'erreur inférieure à 1%. Toutes les autres variables du modèle de gravité classique –Modèle (1) – ne sont pas susceptibles d'affecter l'indice de gouvernance économique.

Les résultats de la régression présentés dans le modèle (2), après l'inclusion des autres variables significatives, montrent que les coefficients liés aux variables de gravité, c'est-à-dire la distance et la taille du PIB, sont hautement significatifs et ont les signes attendus. La distance géographique est négativement corrélée avec la gouvernance économique et le PIB réel des pays d'origine (PIB_HP) affecte positivement la qualité de la réglementation, qui reflète la capacité du gouvernement à mettre en œuvre des politiques et des règles saines qui permettent et stimulent le développement du secteur privé.

Autre que le PIB, les investissements directs étrangers et l'indice de l'infrastructure ont un effet statistiquement significatif sur l'amélioration continue de la qualité de la gouvernance et des systèmes d'autorégulation mis en œuvre par les dirigeants et les autorités, ainsi que l'abandon des groupes de pression et de la rente pétrolière, ont réussi à faciliter les négociations entre les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord avec la Chine et ont conduit à une meilleure compréhension et à des avantages mutuels.

De même, après l'inclusion de certaines variables de contrôle dans le modèle (3) pour améliorer la qualité d'ajustement, on constate que la capacité d'offre des pays partenaires c.-à-d. que le PIB par habitant des pays exportateurs est positivement corrélé avec l'évolution de leur indice de gouvernance et qu'une baisse du PIB par habitant de la Chine de 1% indique une augmentation de 0.74% des efforts pour améliorer l'efficacité réglementaire du gouvernement de pays d'origine. D'ailleurs, la croissance démographique des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord affecte négativement l'indice de gouvernance et la distance géographique n'a aucun impact significatif sur la qualité institutionnelle et la bonne gouvernance.

Néanmoins, le coefficient de détermination ne dépasse guère 23.8% pour le modèle (2) et 32.4% dans le modèle (3), et donc notre modèle ne présente pas une bonne qualité d'ajustement. Ce qui montre par conséquent que les variables issues du modèle de gravité augmenté n'exercent qu'un faible effet sur la gouvernance économique.

5. Conclusion :

Les gouvernements d'Asie du Sud-Est, d'Europe et de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord coopèrent plus ou moins avec la Chine dans la mise en œuvre de la nouvelle route de la soie. Les organisations régionales respectives adoptent toutefois une approche plus critique ou du moins plus prudente que la plupart de leurs membres, bien qu'elles soulignent les avantages économiques potentiels. Cependant, la préoccupation de la capacité de toute-puissance extérieure à avoir un impact négatif sur leur système de gouvernance et l'ordre régional qu'elles ont établi. Ils se méfient donc également de la puissance économique croissante de Pékin, qui pourrait créer des dépendances économiques et politiques entre les nations situées le long de la nouvelle route de la soie.

La raison que les deux organisations considèrent que la Chine a le pouvoir négatif de saper leur unité politique dans certains domaines et donc leur capacité à établir ou à faire respecter des normes dans leurs régions respectives, notamment en ce qui concerne le différend sur la mer de Chine méridionale et les questions de droits de l'homme. La réponse à la question de recherche semble contredire cette évaluation, à l'heure actuelle, la Chine n'agit en Asie du Sud-Est et en Europe que de manière limitée en tant que normalisateur ; elle est davantage une preneuse de normes, acceptant les cadres régionaux établis. La Chine n'a pas imposé un système de gouvernance en Asie ou en Europe pour mettre en œuvre la ceinture de la route de la soie. En outre, les mécanismes de gouvernance sont basés sur des formats et des normes de coopération internationales établis, et non sur des normes et des valeurs purement chinoises. Pourtant, le simple fait qu'une puissance non européenne ait créé une organisation (sous-) régionale en Europe doit être stratégiquement préoccupant pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Par conséquent, la route de la soie reflète les normes internationales bien établies, et non les normes chinoises de gouvernance financière. En Asie du Sud-Est et le moyen orient, les projets de la BRI sont menés sur la base d'accords bilatéraux entre la Chine et les différents gouvernements, ce qui correspond également à la logique de la coopération. En outre, les normes diplomatiques de la Chine se chevauchent largement, ce qui réduit encore la probabilité de l'établissement d'un mécanisme de gouvernance dirigé par la Chine en Asie du Sud-Est pour promouvoir la ceinture économique.

Afin de mieux inclure la Chine émergente dans les mécanismes de gouvernance internationaux et régionaux existants, il existe de nombreuses structures et règles de gouvernance financières et pratiques qui pourraient être réformées dans l'intérêt mutuel afin de refléter plus adéquatement les intérêts du Sud. En ce sens, la route de la soie pourrait se transformer en une initiative reflétant les règles et normes mondiales, mais aussi les valeurs et mécanismes des différentes régions qui sont mutuellement acceptés. La nouvelle route de la soie pourrait alors fonctionner comme un cadre internationalement respecté pour la collaboration multilatérale en matière d'infrastructures et de connectivité, qui compléterait plutôt les structures et principes de gouvernance internationaux et régionaux existants.

Cet article soutient un mécanisme de gouvernance multi-mode dans lequel : (1) les agences intergouvernementales et le grand public forment collectivement la structure de gouvernance centrale ; (2) les institutions étatiques fournissent les facteurs habilitants fondamentaux à la structure, à savoir les ressources et les connaissances nécessaires. Dans cet aspect, la stratégie que nous avons recommandée semble être conforme au processus de gouvernance connu sous le nom de « *cogestion* », dans lequel les gouvernements à tous les niveaux travaillent avec les communautés locales pour répondre aux préoccupations de la nouvelle route de la soie (Foggin, 2018). La littérature sur la cogestion met l'accent sur le partage du pouvoir et des responsabilités entre le gouvernement et les groupes communautaires locaux. Cependant, nos résultats confirment que ces groupes jouent des rôles complémentaires dans lesquels le gouvernement agit comme une pression coercitive et les communautés locales comme une pression normative, ce qui contribue collectivement à des résultats plus pertinents de l'initiative des nouvelles routes de la soie.

En outre, malgré le fait qu'un certain nombre d'études reconnaissent le gouvernement comme une composante autoritaire importante dans le cadre de la gouvernance, il est essentiel de savoir que le gouvernement a très rarement une structure organisationnelle standardisée. L'organisation à plusieurs niveaux du gouvernement est notoirement complexe, et elle inclut non seulement les gouvernements locaux, mais aussi les gouvernements des États et même les agences gouvernementales internationales. C'est particulièrement le cas pour les projets visant le développement régional, tel que ceux contenus dans l'initiative de la nouvelle route de la soie. Pour conclure, l'initiative « *Belt and Road* » connaît actuellement une expansion rapide ; par conséquent, la structure proposée pour le contrôle gouvernemental est susceptible d'être modifiée dans un avenir proche. Dans le modèle analysé, les organisations (inter)gouvernementales chargées de fournir une législation uniforme fonctionnent comme une forme d'autorité coercitive. Cependant, lorsqu'un cadre réglementaire complet sera mis en place, il est possible que leurs fonctions changent, et il est également possible que leur position dans la structure de gouvernance soit réduite. En conséquence, il est vital de mener des examens continus de l'état de la mise en œuvre de l'initiative « *Belt and Road* », et nous encourageons les futurs chercheurs à adapter le modèle économétrique que nous avons proposé en incluant des éléments nouvellement développés (notamment la coopération et cogestion) et en éliminant les variables qui ne sont plus applicables.

Références :

- (1) Abbott, K. W., & Snidal, D. (1998). Why states act through formal international organizations. *Journal of conflict resolution*, 42(1), 3-32.
- (2) Adnan Hye, Q. M., & Boubaker, H. B. H. (2011). Exports, Imports and Economic Growth: An Empirical Analysis of Tunisia. *IUP Journal of Monetary Economics*, 9(1).
- (3) Alden, C., & Alves, A. C. (2017). China's regional forum diplomacy in the developing world: socialisation and the 'Sinosphere'. *Journal of Contemporary China*, 26(103), 151-165.
- (4) Anderson, J. E., & Van Wincoop, E. (2003). Gravity with gravitas: A solution to the border puzzle. *American economic review*, 93(1), 170-192.
- (5) Aschauer, D. A. (1990). Why is infrastructure. *Industry Week*, 21-50.
- (6) AZENG, T. F. (2008). Dépenses Militaires, Gouvernance et Efficience Economique: le cas de l'Afrique sub-Saharienne. *Université de Yaoundé, DEA*.
- (7) Blanchard, J.-M. F. (2018). China's Maritime Silk Road Initiative (MSRI) and Southeast Asia: A Chinese 'pond' not 'lake' in the works. *Journal of Contemporary China*, 27(111), 329-343.
- (8) Chen, I. T.-y. (2020). China's status deficit and the debut of the Asian Infrastructure Investment Bank. *The Pacific Review*, 33(5), 697-727.
- (9) Chen, Z., & Liu, Y. (2018). Strategic reassurance in institutional contests: Explaining China's creation of the Asian Infrastructure Investment Bank. *Journal of Contemporary China*, 27(114), 795-810.
- (10) Cheyroux, L. (2003). *Sur l'évaluation de performances des chaînes logistiques*. Institut National Polytechnique de Grenoble-INPG,
- (11) Coase, R. (2006). The conduct of economics: the example of Fisher Body and General Motors. *Journal of Economics & Management Strategy*, 15(2), 255-278.
- (12) Coase, R. H. (1994). *Essays on economics and economists*: University of Chicago Press.
- (13) Easterly, W., & Rebelo, S. (1993). Fiscal policy and economic growth. *Journal of monetary economics*, 32(3), 417-458.
- (14) Flores de Frutos, R., & Pereira, A. M. (1993). Public capital and aggregate growth in the United States: is public capital productive?
- (15) Foggin, J. M. (2018). Environmental conservation in the Tibetan Plateau region: lessons for China's Belt and Road Initiative in the mountains of Central Asia. *Land*, 7(2), 52.
- (16) Guilhot, L. (2015). *Le nouveau modèle de croissance de l'économie chinoise, un moyen pour relever le défi de la trappe à revenu intermédiaire?* Paper presented at the XXXIèmes journées ATM "Le bilan des Objectifs du Millénaire pour le développement 15 ans après: réduction de la pauvreté et/ou montée des inégalités?".
- (17) Gujarati, D. N., & Porter, D. (2009). *Basic Econometrics* Mc Graw-Hill International Edition. In.
- (18) Holtz-Eakin, D. (1992). Public-sector capital and the productivity puzzle. In: National bureau of economic research Cambridge, Mass., USA.
- (19) Jianjun, H., Zhengbing, W., & Yinke, Z. (2015). A Review of the Study on the New Silk Road Economic Belt [J]. *Academic Observation*, 200(1), 219-228.
- (20) Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2007). Governance matters VII: aggregate and individual governance indicators. *World bank policy research working paper*, 4280.
- (21) Kocherlakota, N., & Yi, K.-M. (1992). The Long-Run Effects of Government Policy on Growth Rates in the United States. *University of Iowa/Rice University, Mimeo, September*.
- (22) Larkin, S. (2015). China's "Great Leap Outward": The AIIB in Context.

- (23) Li, Z., Liu, Y., & Zhang, Q. (2011). *The assumption of establishing carbon tax system in China under the perspective of climate change*. Paper presented at the 2011 Fourth International Joint Conference on Computational Sciences and Optimization.
- (24) Li, Z., Liu, Y., & Zhang, Q. (2011). Transportation infrastructure, spatial spillover and economic growth of the “new silk road”—Based on multidimensional factor spatial panel data model. *Financ. Stud*, 4, 116-121.
- (25) Nazmi, N., & Ramirez, M. D. (1997). Public and private investment and economic growth in Mexico. *Contemporary Economic Policy*, 15(1), 65-75.
- (26) Serven, L., & Solimano, A. (1992). Economic Adjustment and Private Investment. *Finance & Development*, 29(003).
- (27) Shield, W. (2013). The Middle Way: China and global economic governance. *Survival*, 55(6), 147-168.
- (28) Wang, H. (2019). The New Development Bank and the Asian Infrastructure Investment Bank: China's Ambiguous Approach to Global Financial Governance. *Development and Change*, 50(1), 221-244.
- (29) Wang, H., & Rosenau, J. N. (2009). China and global governance. *Asian Perspective*, 5-39.
- (30) Williamson, O. E. (1993). Transaction cost economics meets posnerian law and economics. *Journal of Institutional and Theoretical Economics (JITE)/Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 149(1), 99-118.
- (31) Zhao, H. (2019). China and global economic governance: does BRICS matter? In *Handbook on China and globalization* (pp. 322-341): Edward Elgar Publishing.
- (32) Zoellick, R. B. (2005). Whither China: from membership to responsibility? *NBR ANALYSIS*, 16(4), 5.